

même du développement. Depuis le lancement par les Nations Unies de la première Décennie du développement, alors qu'on ne doutait pas que l'industrialisation à l'occidentale fût la clé de tout, jusqu'à mi-chemin, cette année, de la deuxième Décennie, bien des illusions se sont dissipées. Aujourd'hui, devant tant d'espairs déçus et les distorsions qui menacent tant d'économies, on ne voit que trop bien pourquoi il a fallu réviser en profondeur les idées que l'on s'était faites du développement et, partant, de la coopération.

A l'heure qu'il est, les faits sont bien connus. Quelque 900 millions d'hommes, environ la moitié de la population du Tiers monde, vivent dans la misère extrême. M. Robert S. McNamara, président de la Banque mondiale, les a décrits en ces termes:

Ils subsistent avec des revenus de moins de \$75 par année dans une atmosphère de misère, de famine et de désespoir. Les plus pauvres d'entre les pauvres, ils connaissent une existence diminuée par l'analphabétisme, la malnutrition, la maladie, un taux de mortalité infantile élevé et une espérance de vie réduite au point de les priver du potentiel même qu'ils avaient à leur naissance. En fait, ils mènent une vie à la limite de l'existence.

La plus grande partie de l'autre moitié des habitants du Tiers monde — 815 millions à ajouter aux 900 millions dont il vient d'être fait mention, soit un total de 1 milliard 725 millions d'êtres humains — vit un peu au-dessus de ce niveau, mais toujours dans des conditions de «pauvreté relative» où la nourriture, le logement et les services de santé et d'éducation adéquats font défaut.

A ce problème incommensurable s'en ajoute un autre, plus insidieux; il s'agit de l'*aliénation*, ce phénomène universel qui touche autant les sociétés riches que les sociétés pauvres et qui fait que les gens ont de plus en plus le sentiment d'être privés des moyens de comprendre et de contrôler leur environnement social, économique et politique.

Les solutions, par contre, ne se manifestent pas aussi clairement. Après 25 années de recherches, d'espairs et de déceptions, de nouveaux modes d'action font leur apparition néanmoins — et ce au moment où de nouvelles tendances et de nouvelles influences déterminent l'avenir de nos sociétés. Il s'agit de l'irréversible libération économique et culturelle du Tiers monde et de la transformation progressive des sociétés industrialisées. A ces tendances s'ajoute la menace croissante d'une détérioration globale de notre environnement qui pèse également sur les sociétés industrialisées et non industrialisées.

Voilà trois aspects d'un même problème et d'une même réalité. Il y a entre eux des interactions évidentes qui démontrent avant tout que nous habitons le même globe et que nous sommes solidairement responsables de son évolution. La conjoncture actuelle et son impact sur la notion même du développement, m'amène à proposer l'élaboration de ce que j'appelle un nouveau projet de civilisation universelle.

### **Libération du Tiers monde**

La Conférence de Bandoeng a marqué «l'éveil des peuples colonisés»; le 25 avril 1955 demeure un point marquant de la longue route vers l'indépendance politique des peuples d'Asie et d'Afrique. Aujourd'hui, il faut obtenir la libération économique et culturelle pour donner un contenu à la libération politique. Lorsque les chefs d'État et les chefs de gouvernement des pays non alignés se sont rencontrés à Alger en septembre 1973, ils ont amorcé un processus qui nous a amenés, à la suite des sixième et septième sessions extraordinaires des Nations Unies et de plusieurs autres assemblées internationales, à prendre clairement conscience que l'«ordre» (d'aucuns parlent de «désordre») économique mondial actuel n'est plus acceptable et qu'un nouvel ordre s'impose.

Il ne fait aucun doute que la décision prise par les pays de l'OPEP, en 1973, de fixer le prix du pétrole brut, revêt un caractère historique: pour la première fois depuis quatre siècles que l'Occident contrôle le commerce international, une importante décision économique lui a échappé.

Un processus de changement radical et irréversible s'est mis en marche. De nouvelles règles nationales et internationales régiront le système monétaire international, prévoiront des transferts de ressources plus importants, détermineront l'extraction et la transformation des ressources naturelles, protégeront les prix des produits de base, veilleront à l'industrialisation et au transfert de la technologie, à la division du travail, à l'accès aux marchés et à un nouveau partage des responsabilités pour la prise de décisions dans les affaires

---

*M. Paul Gérin-Lajoie est président de l'Agence canadienne de développement international. Ministre de la Jeunesse dans le gouvernement Lesage en 1960, il a été l'artisan de la réforme de l'éducation au Québec. Il devint, au printemps de 1964, le premier titulaire du nouveau ministère de l'Éducation. A l'automne de la même année, la fonction de vice-premier ministre s'ajouta à ses responsabilités.*